

LE CITOYEN

“LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT”

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 23 | Mars 2007

René Balme, se prononce pour une agriculture raisonnée et relocalisée



L'agriculture peut être un secteur important de pollution ou au contraire de protection de l'environnement. Le développement agricole doit permettre aux paysans de vivre de leur travail dans le cadre d'une agriculture socialement équitable, économiquement viable et respectueuse de l'environnement.

Une véritable politique foncière doit être mise en œuvre pour endiguer la spéculation sur les terres agricoles et donner aux collectivités locales les moyens de résister à celle-ci. Les SAFER (1) doivent être démocratisés. La constitution de GAEC (2) doit être soutenue. Doivent être supprimées les marges arrière menées par la grande distribution visant à tirer les prix vers le bas.

L'organisation des marchés doit être basée sur la solidarité et les coopérations entre les territoires pour relocaliser les productions au plus près des bassins de consommations, favoriser la souveraineté et la sécurité alimentaire à l'opposé de la mise en concurrence entre les producteurs du monde.

Le contrat de plan doit soutenir une agriculture raisonnée, de proximité et protégeant les paysages.

Il faut mettre un terme à la toute puissance des firmes agro-alimentaires et de la grande distribution. Les cultures d'OGM en plein champ doivent être interdites de même que le développement d'OGM à finalité alimentaire. Le maintien des agriculteurs sur leurs exploitations doit être encouragé par une politique de juste rémunération à la production, des pensions et retraites décentes, et la lutte contre le productivisme agricole nuisible à la qualité, à la santé et à l'environnement.

L'agriculture respectueuse de l'environnement et l'agriculture biologique seront encouragées. Plus largement je refuse la brevetabilité du vivant.

L'UE doit mobiliser plus généralement tous les instruments, en particulier financiers et politiques, nécessaires.

Suite, page 3

1 - SAFER : Société d'aménagement foncier d'établissement rural qui était, au départ censée favoriser l'établissement des jeunes agriculteurs face à la pression financière des grands propriétaires.

2 - GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en commun.



L'agriculture

Enjeu fondamental du 21ème siècle

«L'agriculture française est mal en point et elle a devant elle deux voies possibles.» Entretien avec Stéphane Othéguy paysan-vigneron à Ampuis et reportage sur les Potagers du Garon à Grigny.

LIRE LE DOSSIER PAGE 2 & 3

«L'agriculture ne sert plus à nourrir les populations, mais à produire des devises.»

Robert Linhart, extrait de :
Le sucre et la faim dans le Nordeste du Brésil

DROIT DANS LE MUR

«Le libéralisme nous conduit droit dans le mur le pied sur l'accélérateur». Cette phrase si souvent reprise qu'on ne sait plus à qui l'attribuer, illustre bien le suicide collectif que sont en train de nous préparer les tenants de la croissance à tout prix.

Les principaux candidats à la présidentielle misent tous sur une croissance soutenue pour financer leurs « promesses » électorales. On peut donc s'attendre à ce que la surconsommation s'installe durablement dans notre pays sans tenir compte de ses effets désastreux, même s'ils sont de plus en plus visibles sur l'environnement et sur la santé.

Alors que tous les spécialistes s'accordent à dire que les réserves pétrolières seront épuisées dans deux décennies, que la pollution atmosphérique et son corollaire, le réchauffement climatique ont des conséquences irréversibles sur l'environnement, la santé et la survie de certaines espèces animales, rien ne semble arrêter les chantages de la croissance.

L'agriculture intensive et l'utilisation massive d'engrais et de pesticides empoisonnent les nappes phréatiques et les cours d'eaux. La déforestation massive, notamment en Amazonie, porte atteinte à des équilibres écologiques et humains précaires et participe à l'émergence de catastrophes naturelles sans précédent.

Et malgré cela, il est de bon ton de vouloir nous imposer un modèle économique absurde qui génère une surconsommation sans limites d'énergie, de matériaux et d'autres éléments vitaux. Et de nous faire croire qu'hormis ce modèle porté par l'Organisation Mondiale du Commerce, le FMI et relayé par les gouvernements libéraux ou sociaux-libéraux, rien n'est envisageable !

Ce modèle là qui porte en lui la négation de l'espèce humaine – voire de la vie – est particulièrement criminel pour l'humanité et doit être dénoncé et combattu. C'est pourquoi je suis un fervent défenseur d'un autre modèle, à inventer, et qui se fonderait sur la prédominance de l'être humain et donc ne pourrait se concevoir qu'en envisageant une économie fondée sur la décroissance (1).

RENÉ BALME

1 - Décroissance : la croissance économique est la cause de l'anéantissement des ressources écologiques, donc de la dégradation de la santé et des conditions de vie des êtres humains. La décroissance est un système qui recherche une qualité de vie meilleure par une organisation économique respectueuse de l'homme et de son environnement.

RENDEZ-VOUS

TOUS LES MEETINGS DE RENÉ BALME

- Le 14 mai - Condrieu, salle de l'Arbuel à 19h00
- Le 23 mai : St Symphorien d'Ozon, salle Claude Debussy 19h00
- Le 25 mai : Givors, Palais des sports, 19h00
- Le 31 mai : Mornant, Salle Noël Delorme, 19h00
- Le 1er juin : Mions, Centre Culturel, 19h00
- Le 8 juin : Grigny, salle Edouard-Brenot, 19h00

www.rene-balme.org

en bref

CHIPIER N'AIME PAS LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

L'ex leader de l'opposition locale ne manque pas une occasion pour affirmer sa réticence quant à la démocratie participative et plus particulièrement au budget participatif. Chacun se souvient que lors du dernier conseil municipal consacré au vote du budget, l'opposition UMP a voté contre ce budget élaboré par les habitants. Interrogé par Le Progrès, après la réunion de bilan organisée le 8 mars et qui a regroupé plus de 110 personnes, le porte parole de l'UMP locale persiste en minimisant l'enveloppe budgétaire consacrée au budget participatif et en rappelant qu'à ses yeux, seule la démonstration représentative n'a de valeur.

Les griguerots apprécieront ! Pour ce qui est de l'enveloppe budgétaire définie par les habitants, il est utile de préciser qu'elle se monte à 1 300 000 euros.

ALLÔ L'OMBRE... ICI L'OMBRE...

Albert Levy se dévoile dans un entretien au journal local *le Progrès*. Il est, selon ses dires, « plébiscité dans l'ombre ». Sauf que à ce jour, tous ses hypothétiques soutiens sont en train de s'évaporer et qu'à l'allure où vont les choses c'est lui qui risque bien de se retrouver dans l'ombre. Si l'on ajoute à cette déconvenue le plébiscite national qui place les verts à 1% dans les sondages, notre pauvre candidat éclair va devoir réintégrer la magistrature dont il s'était mis, un peu vite, en congés ! L'arène politique est impitoyable ! De profundis...

DIFFICULTÉ À MOBILISER

Les ministres, qu'ils soient en exercice ou pas ne font plus recette. Témoin, Claude Evin venu dédicacer son livre et soutenir Ségolène Royal à Givors et qui n'a rassemblé que 91 personnes. Christian Estrosi, invité vedette d'un meeting... régional de l'UMP à Loire-sur-Rhône – village qui semble être devenue le fief de Georges Fenech – n'a rassemblé que quelques 300 militants et curieux. René BALME qui, à lui tout seul, a rassemblé plus de 110 personnes lors de son premier meeting de campagne, avec le soutien d'aucun parti ou ministre a donc accompli un exploit !

LES MINISTRES PASSENT.

Azouz Begag était à Givors pour signer une enième charte dont le contenu est censé faciliter l'intégration... bla, bla, bla... Nous n'oublions pas au CITOYEN que malgré toute la sympathie que nous avons pour l'homme, il n'est que le représentant zélé de l'UMP et de Sarkozy en particulier qui lui, propose la Kärchérisation de la banlieue. La schizophrénie mène à tout même à Givors. Les promesses, les chartes, les conventions ne coûtent pas grand chose en période électorale et peuvent rapporter quelques voix... que se partagera la droite locale. Et comme Begag lorgne vers Bayrou, (voir Le Progrès des 13 & 14-03-07) c'est Fenech qui ne vas pas être content !

FRISSONS

Le maréchal Sarkozy relance en France des idées que l'on espérait perdues à tout jamais après la seconde guerre mondiale. Pétain et Vichy avaient défini l'identité nationale de manière à exclure les immigrés et les Juifs, leurs enfants et leurs petits enfants de la société française. Sarkozy veut aujourd'hui mettre en place le ministère de l'immigration et de l'identité nationale : porte ouverte à tous les abus vichistes et fascistes que l'on a déjà connus. Cela donne des frissons... et fait résonner au loin quelques effroyables bruits de bottes... Mais que fait Begag ?

L'AGRICULTURE : ENJEU

Politique agricole : le point

Stéphane Othéguy est paysan-vigneron, comme il aime à le dire. Producteur respectueux du travail, des agriculteurs et de l'environnement. Pour lui le « Face aux multinationales agroalimentaires et leurs OGM, face aux besoins, il faut sortir de l'ère productiviste pour redonner leur dignité aux agricul-



Stéphane Othéguy, paysan-vigneron, dans ses vignes sur les hauteurs d'Ampuis

Le CITOYEN : Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le productivisme (1) cher au gouvernement et à la FNSEA a permis aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus de manière très importante. Pourtant, aujourd'hui, de nombreux exploitants comme toi militent pour un autre mode de production agricole. Comment justifies-tu ce nécessaire changement ?

Stéphane Othéguy : Après 1945 il y a eu en effet une forte volonté politique pour développer « l'or vert », l'agriculture. Des moyens énormes ont été mis au service du productivisme. Cet effort participait de la reconstruction du pays et était consensuel. Cette mission d'intérêt national ne tenait toutefois pas compte des conséquences qu'elle aurait dans l'avenir. S'il a donné plus de revenus aux agriculteurs, le productivisme a aussi eu des conséquences néfastes tant sur l'environnement que sur l'emploi. Peu à peu les agriculteurs ont disparu au profit des entrepreneurs agricoles.

LC : Quand les premières contestations de cet ordre établi sont elles apparues ?

SO : C'est réellement l'apparition des grandes surfaces qui a fait monter la contestation. L'apparition des économies d'échelle de la grande distribution qui donnent la prime aux prix bas et donc aux plus grands. La Confédération Paysanne est apparue dans les années 80, première contestation réelle de la toute

puissance de la FNSEA (2). Aujourd'hui la politique commerciale mondiale, et notamment la PAC (3), renforce cet aspect. Le seul but est d'être les moins chers au niveau mondial, donc la PAC paye la différence aux agriculteurs ! C'est quand même frustrant pour un travailleur de ne pas pouvoir vendre ses produits au prix de son travail et de vivre d'aides européennes !

LC : Ce système n'atteint-il pas désormais ses limites ?

SO : Oui, on arrive aujourd'hui au stade où la combinaison réduction des coûts – agrandissement des exploitations ne devient plus viable. La reprise des exploitations, trop grandes donc trop chères, est devenue impossible pour les jeunes. Conséquence : le possible développement des fermes intégrées, c'est à dire l'intégration des exploitations dans les grandes entreprises agroalimentaires. Comme cela se fait déjà pour la volaille. Le paysan n'est plus maître de sa terre, de sa production, de son environnement, il est salarié d'une multinationale elle même gérée par des actionnaires uniquement motivés par le gain d'argent et le jeu financier.

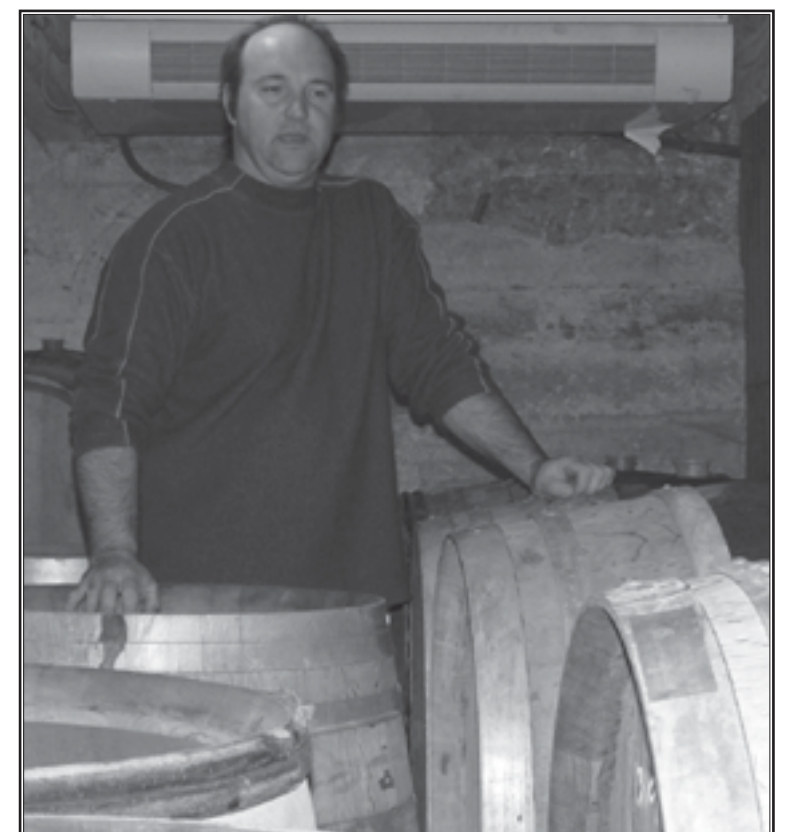
LC : Le productivisme et donc l'agrandissement extrême des exploitations permet-il une bonne gestion du territoire ?

SO : Non. Le principe étant de concentrer les acteurs et les surfaces, les terrains trop difficiles ont tous été abandonnés. Et le nou-

veau principe est de récupérer ces terrains pour en faire des zones de loisirs. Nos terres deviennent des parcs de loisirs pour les citadins !

LC : Y a-t-il une solution ?

SO : Il faut redonner de la dignité au métier. J'insiste par exemple sur l'appellation de paysan-vigneron quand on me demande mon métier. C'est une manière de revenir au sol, à la terre, au respect et à la qualité. Il faut absolument redonner du revenu aux travailleurs et payer leur travail au juste prix. Il est nécessaire de ne plus être obligé de s'endetter à mort pour s'installer. L'aide aux



jeunes est un élément très important. On peut le faire : gérée par la Confédération Paysanne, la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique permettait tous les ans à 200 nouveaux agriculteurs de s'installer. Dans le même temps, dans le Rhône, c'était une moyenne de 10 ou 15 par an ! Il faut une vraie volonté politique de redonner la terre aux petits exploitants. C'est possible.

Il faut aussi donner des solutions matérielles aux jeunes agriculteurs : dans le pourtour des grandes agglomérations surtout, les fermes sont rachetées par les citadins, ce qui fait flamber leurs prix. Il existe des communes qui ont compris et qui mettent des installations au service de leurs agriculteurs.

LC : Mais comment aller contre les politiques économiques des multinationales et de la grande distribution ?

SO : En effet, il faut une véritable volonté de réinstaurer des circuits courts de distribution. Produire pour distribuer autour de chez soi, cela veut dire aussi moins de transports et donc un gain substantiel pour l'environnement. Aujourd'hui, les transports valent moins que les gains économisés sur les salaires : les pommes de terre produites en Allemagne partent en Sicile pour être épluchées moins cher puis reviennent en Allemagne pour y être consommées ! Avec un système moins consommateur en transports, le problème du COL (4), par exemple ne se poserait plus !

LC : La solution se trouve donc

UN FONDAMENTAL DU 21^{ÈME} SIÈCLE

Point de vue d'un « paysan-vigneron » d'Ampuis

« à Ampuis, il milite activement au sein de la Confédération Paysanne pour une autre agriculture, plus bio, c'est d'abord une réflexion politique ».

« de rentabilité du marché, il explique dans un texte et un entretien avec Le Citoyen pourquoi et comment retrouver le respect de notre terre dans une agriculture à taille humaine.

dans la relocalisation de la production, de la consommation et de la transformation des produits...

SO : Oui et pour cela, il faut développer avant tout ces circuits dans des lieux comme les cantines scolaires qui peuvent instituer des partenariats avec les producteurs locaux. Ce faisant, on crée à la fois des exploitations, des emplois, on développe le revenu des agriculteurs et on diminue les transports. L'alimentation des enfants s'en trouverait aussi nettement améliorée, surtout si l'on parle de développement de l'agriculture biologique.

LC : Tu es un fervent défenseur de l'agriculture biologique, pourtant cette position n'est pas encore partagée par tous, même si personne ne peut en contester la nécessité sur le plan environnemental !

SO : C'est vrai, car on a l'impression que le bio coûte plus cher, mais c'est un faux calcul. Le bio fait en effet payer directement la dépollution, tandis que sur l'agriculture traditionnelle consommatrice de produits polluants, la dépollution se paye sur la facture d'eau par exemple. Ici, la Région donne des aides aux producteurs bio, mais ce n'est pas toujours le cas et il s'agit de changer les mentalités et en même temps affronter les lobbies agroalimentaires vendeurs et utilisateurs de produits polluants.

LC : Tous les défenseurs du bio sont-ils sincères ?

SO : Non, le vrai bio n'est certainement pas celui que veut nous imposer la commission européenne par exemple. Le vrai bio veut retrouver les qualités et les rendements des espèces antérieures pour lutter contre la confiscation des cultures et des graines par les grandes entreprises.

LC : Bien-sûr, cela signifie aussi lutter contre les OGM ?

SO : Oui, les OGM, c'est un pack : on te vend à la fois les graines et les herbicides qui vont avec ! Ce n'est qu'un principe commercial. Pour les multinationales, il faut vendre quelque soit le coût pour l'environnement.

Mais le bio, pour moi, c'est d'abord une réflexion politique. Si l'on parle d'énergie par exemple, je pense qu'il faut équiper tous les bâtiments publics de chauffage au bois. Mais cette réflexion ne concerne pas seulement des avantages pour l'environnement : se chauffer au bois en relocalisant sa production permettrait d'entretenir nos forêts – ce qui est utile par exemple contre les incendies – mais aussi de redonner là encore du revenu aux agriculteurs locaux qui se réapproprieraient ainsi leurs terres.

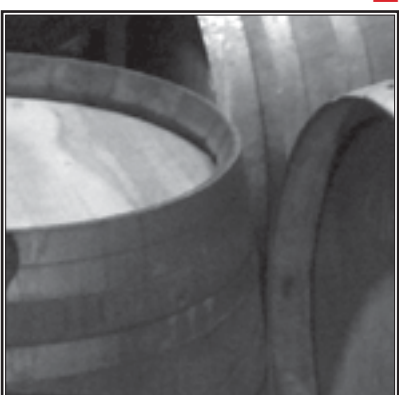


1 - OGM : Organismes Génétiquement Modifiés. Rendent les agriculteurs totalement dépendants des grandes firmes agroalimentaires en dénaturant les produits de la terre.

2 - Productivisme : En agriculture, système de production caractérisé par l'usage massif d'intrants (engrais, pesticides...) et cherchant à produire plus en minimisant les facteurs de production (main d'oeuvre, surfaces, matériels...)

3 - FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles. Politiquement à droite et depuis toujours fervents défenseurs du productivisme.

4 - PAC : Politique Agricole Commune européenne. Agit pour la libéralisation et aide les agriculteurs à baisser leurs prix sur le marché mondial. Ce qui met par ailleurs en péril les producteurs des pays les plus pauvres.



L'AGRICULTURE FRANÇAISE EST MAL EN POINT ET ELLE A DEVANT ELLE DEUX VOIES POSSIBLES

Soit elle continue dans cette logique productiviste et libérale, acceptant la réduction du nombre de fermes, la concentration de la production, la pollution comme dégât collatéral, l'abandon d'une partie importante du territoire aux promoteurs immobiliers, la baisse des revenus des paysans, la perte de la biodiversité, l'introduction des OGM, elle court à sa perte et ne saura pas résister, comme les autres industries, à la mondialisation ultra-libérale.

Soit elle change de logique et devient une agriculture paysanne et solidaire, favorisant l'installation de jeunes, diversifiant les cultures, favorisant les petites structures et les circuits de vente courts, soucieuse des questions d'environnement et de la biodiversité, assurant à chacun un revenu décent correspondant à son travail, intégrant une dimension sociale importante, assurant une alimentation de qualité à l'ensemble des citoyens... et elle deviendra une source de richesse pour notre pays.

La deuxième voie est, pour moi, la seule qui permettra à l'agriculture de s'en sortir. C'est la seule qui évitera que nos campagnes deviennent de vastes zones de loisirs aux dépens d'un outil de travail utile pour nous nourrir, c'est la seule capable de nous garder une agriculture vivante tout simplement.

Une des pistes locales pour redon-



LES POTAGERS DU GARON : LE BIO COMME TRAIT D'UNION ENTRE PRODUCTEUR ET CONSOMMATEUR

À Grigny, la défense d'une autre culture agricole est depuis longtemps privilégiée notamment par le biais des Potagers du Garon qui allient culture biologique et insertion professionnelle.

Sur le mode d'une entreprise d'insertion où les salariés viennent pour retrouver une place dans le monde du travail, les Potagers du Garon font du maraîchage biologique. Leurs équipes militent pour une utilisation raisonnée du sol et des ressources. « Être bio, c'est surtout être attentif à la manière de produire pour ne pas épuiser la terre en privilégiant la gestion de l'eau, des intrants et de la saisonnalité des légumes, explique Christelle Veillard, la directrice de la structure, cela a aussi pour conséquence le refus des OGM car leurs futures incidences ne sont pas claires ».

Pour les Potagers et leurs adhérents ce mode de production est aussi une manière de recréer une autre relation producteur-consommateur. D'ailleurs, ici le consommateur n'est pas un client mais un adhérent de l'association, qui chaque semaine vient rencontrer les salariés des Potagers en venant chercher son panier de légumes. Nombre d'adhérents s'investissent d'ailleurs dans la vie de l'association.

Plus que le bio en lui-même, c'est surtout le choix d'une agriculture raisonnée, soucieuse de l'environnement et des relations humaines que prônent les Potagers du Garon. « Consommer est une chose, ajoute Christelle Veillard, mais il ne faut surtout pas consumer la terre jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus rien produire... »

Si les Potagers réussissent le pari de faire travailler des salariés en insertion sur des cultures biologiques, il reste toutefois à regretter que ceux-ci ne puissent après cela ni travailler ni s'installer dans le maraîchage, domaine d'activité étouffé par les bas prix et des circuits de distribution libéraux aberrants...

ner des revenus et de la dignité aux paysans est la cantine de nos écoles. Ce n'est pas forcément plus cher que les différentes liaisons chaudes ou froides proposées par les grands groupes de restauration, cela pourrait relancer l'emploi local et offrirait quelques débouchés aux agriculteurs de proximité. De plus toutes les études réalisées à ce jour montrent que dans les cantines bio, il y a moins de déchets, moins de gaspillages, les enfants et les adultes appréciant davantage les aliments proposés. Sans compter les avantages en terme de pollution lié à la diminution des transports...

Sur nos secteurs, à forte pression foncière, il faudrait permettre aux jeunes d'avoir accès aux terrains plus facilement pour pouvoir démarrer sans de trop gros endettements. Leur permettre aussi d'avoir des bâtiments (sous forme de bâtiments relais, par exemple) indispensables au démarrage de l'activité.

Voilà quelques exemples qui montrent que d'autres voies sont possibles. D'autres sont encore à imaginer, à inventer ou à réinventer

Un autre monde est possible, surtout pour nous, paysans.

Stéphane OTHÉGUY
Paysan - Vigneron à Ampuis

Suite de la page 1

En matière de politique agricole, il est nécessaire de soutenir le principe des aides à l'agriculture paysanne -pour la pérennisation du travail paysan, le développement rural, les pratiques protégeant l'environnement- mais non les subventions directes ou indirectes à l'agrobusiness et à ses exportations qui déstabilisent les productions des pays du Sud.

Je défends le droit de ces derniers de protéger leurs économies et notamment leur agriculture. Je m'oppose également à la politique des brevets qui met ces pays sous la coupe des firmes transnationales.

La France doit s'engager pour un monde plus juste. Elle doit agir avec détermination pour la mise en oeuvre de politiques multilatérales de lutte contre la pauvreté, la sous-alimentation et les pandémies (notamment le SIDA), pour le développement d'une agriculture adaptée aux besoins. Je milite pour, y compris au sein des instances internationales, la restauration et le développement de véritables services publics dans les pays du Sud, afin de protéger leurs biens publics des privatisations accomplies depuis 20 ans au bénéfice d'intérêts économiques des pays développés.

La France doit agir pour des relations internationales plus solidaires. La France proposera une réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce afin que, dans le cadre du système des Nations Unies, celle-ci régule effectivement le commerce mondial et cesse d'être un instrument de dérégulation, afin que soient contrôlées les activités des firmes transnationales et que soient respectés les droits des peuples. Ce qui implique une révision en profondeur des finalités de l'OMC et des accords existants, en particulier de l'AGCS, de l'accord sur l'agriculture, de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle, de l'accord sur les obstacles au commerce. Dans l'immédiat, les négociations internationales sur l'agriculture doivent être traitées en dehors de l'OMC et les règles de la PAC modifiées.

ILS SOUTIENNENT RENÉ BALME

Et ils sont venu le dire lors du meeting du 16 février 2007

LAURENCE KALAFATIDES
Chercheuse, co-auteure du livre
OMC le pouvoir invisible.

René Balme, nous on le connaît, dans le milieu associatif, précisément et principalement dans le milieu anti-globalisation, parce qu'on sait son combat depuis longtemps sur cette question. Il est notamment à la pointe du combat contre l'OMC, combat que je mène personnellement depuis neuf ans. Et c'est dans ce cadre-là que j'ai eu l'occasion de le rencontrer et aussi de travailler avec lui. Et je peux affirmer aujourd'hui que René Balme connaît effectivement ce dossier très bien, qu'il a vraiment le mordant, qu'il a le répondant politique, qu'il a la connaissance technique aussi qui vont permettre de continuer à lutter (...). Nous, militants, nous cherchons depuis des années à avoir, toujours, un relais politique dans nos combats. Ça ne sert à rien d'être dans la rue, si, effectivement, les hommes et les femmes que nous avons élus ne sont pas derrière, ne sont pas là pour porter. Or, actuellement, dans l'hémicycle, il y a peu, très peu de députés qui sont capables de porter ce dossier. Et il en faut beaucoup. René fait vraiment partie de ceux-là (...). C'est la raison pour laquelle, moi, je suis venue dire aujourd'hui à Grigny : « vous avez la chance d'avoir René Balme comme maire, alors donnez-nous la chance de l'avoir comme député ».

SYLVIE FRÉMILLOT

Représentante du collectif antilibéral du Rhône

Je suis là pour faire le lien entre la présidentielle, le soutien de José Bové et la candidature de René Balme (...). Les forces en présence ont donné à voir la dimension du rassemblement et de la diversité que nous opérons. Nous venons de Collectifs anti-libéraux, d'organisations politiques et syndicales, de différents fronts de luttes, comme la lutte contre les discriminations, du soutien aux sans-papiers, du féminisme, de l'écologie, de l'altermondialisme. Nous sommes citoyennes et citoyens et nous nous retrouvons tous dans cette perspective d'insurrection électorale contre les libéralismes. Nous voulons faire une campagne qui rassemble toutes celles et tous ceux qui veulent battre la droite et ouvrir une autre voie à gauche (...), qui redonne l'espoir du changement à toutes celles et tous ceux que les politiques conduites depuis ces trente dernières années, au profit exclusif du marché, ont enfermés dans la précarité. (...) L'ensemble de cette campagne est portée par des centaines de Collectifs dans toute la France. Le

Collectif antilibéral Rhône-Sud s'inscrit lui aussi dans cette démarche, autour de René Balme. Il s'inscrit dans un élan citoyen que René Balme saura porter.

RAYMOND COMBAZ

Militant PCF

Mon objectif est clair, c'est battre la droite et son représentant local, le député Fenech et construire une véritable politique de gauche antilibérale, dans la circonscription. Les politiques libérales, menées depuis des années, ont fait un mal terrible à la population. La verrerie de Givors a été fermée (...). Le gouvernement de la gauche de l'époque, dirigé par Lionel Jospin, n'a pas levé le petit doigt. Il a accompagné la restructuration voulue par les actionnaires qui exigeaient 15 % de rentabilité des capitaux. Et donc, 317 emplois, sans compter les emplois induits, ont disparu de la ville et du secteur. (...) La fermeture de la verrerie a conduit à la baisse de 40 % des offres d'emplois à l'ANPE de Givors (...). Il faut qu'on s'en sorte de cette politique, donc il est nécessaire de battre la droite, mais aussi de rompre le cycle de l'alternance droite-gauche qui n'ouvre la voie à aucun changement (...). La candidature de René Balme répond à ces objectifs. Il est le candidat de rassemblement pour une véritable politique de gauche antilibérale dans la circonscription. Bien sûr, et tout le monde le sait, avec René, nous n'avons pas fait le même choix pour l'élection présidentielle. J'ai choisi de mener la campagne pour Marie-George Buffet (...). Mais pour les législatives, que voulons-nous ? Nous voulons rassembler et non diviser comme ça s'est fait au niveau national. Le rassemblement que nous n'avons pas réussi pour la présidentielle, je me bats, avec d'autres, pour le réussir pour les législatives, sur la base d'une politique de gauche antilibérale. Et c'est pour cela que, de toutes mes forces, avec mes camarades, je mènerai la campagne des législatives pour René Balme, de façon à ce que la circonscription soit enfin représentée par un député de gauche antilibéral.

STÉPHANE OTHÉGUY

Militant syndical et paysan

Je suis paysan, sur Ampuis. Je fais du jus de fruits, du vin. Et aujourd'hui, on vit des choses pas faci-

les, même sur Ampuis. La 11^e circonscription est en partie encore rurale. Je dis « encore » parce qu'elle l'est de moins en moins. C'est même de plus en plus difficile pour nous. Il faut savoir, par exemple, qu'au-dessus de chez nous, au-dessus des vignes, sur le plateau Ampuis-Condrieu, dans les trois ans qui viennent, il y a dix fermes qui vont s'arrêter (...) Et c'est vrai qu'en discutant avec René, j'ai constaté qu'il est très conscient du problème que ça peut poser (...). J'ai retenu des mots dans le film qu'on a vu tout-à-l'heure, René Balme parlait de résistance, de la tradition de résistance dont il est fier, à juste raison, de ses parents et de ses ancêtres. J'espère que nous aussi, paysans, nous pour-



rons l'incarner et l'incarner avec lui sur notre circonscription. Pour qu'on ait aujourd'hui des jeunes qui puissent s'installer et des jeunes qui puissent vous nourrir, vous et vos enfants. (...) René le montre : au-delà des lois, et il y a aussi les pratiques quotidiennes... qui existent ici (à Grigny, ndlr), notamment par rapport à la démocratie. (...) et bien, par ces pratiques quotidiennes, on peut aussi influencer sur les lois, sur les gens et amener les gens – et les votes sur le budget participatif l'ont montré – qui n'ont pas la parole, à la prendre, à s'affirmer et se rendre compte qu'ils ont un rôle à jouer. Et nous, paysans et jeunes agriculteurs, avec René, c'est tout le souhait qu'on a, c'est aujourd'hui, enfin, dans notre circonscription et même au-delà, qu'on nous écoute, qu'on nous donne une place qui est celle d'aménager le territoire, de vous donner à manger des produits de qualité. J'espère qu'avec René, on pourra nous écouter et nous redonner toute notre place dans la 11^e circonscription.

LAURENT GONON

Docteur en gestion, militant PCF

C'est en tant que militant communiste que je m'adresse à vous, ce soir. Et je voudrais parler des convergences d'engagement avec René Balme. Dans cette salle, il y a deux mois, nous étions

réunis pour la clôture des Assises de la Santé du bassin Rhône-Sud-Ouest, où nous avons (...) mis en évidence des propositions alternatives à la fermeture de la chirurgie à Montgelas. Il y a un an, pour le Non au référendum, nous avons mené la campagne ensemble, à Grigny et dans la circonscription (...). Il y a deux ans, nous nous sommes retrouvés avec René, dans ce comité de défense de la Centrale de Loire, laquelle est aujourd'hui en court de démolition. Les propositions alternatives de la CGT, pour faire autre chose sur ce terrain, plutôt que de démanteler la production d'énergie, sont des combats nécessaires, pour la défense des services publics. (...) Ces combats ne sont pas terminés et dans ces campagnes électorales de la présidentielle et des législatives, nous devons rassembler encore davantage, non seulement pour sauvegarder les services publics, mais aussi pour les développer et pour la re-création de services publics, comme pour l'eau, etc. Sur la santé, Hôpital 2007 s'achève (...). Avec Hôpital 2012, de nouveaux projets gouvernementaux, soutenus par Fenech, ont en ligne de mire les urgences. Montgelas reçoit 15 600 urgences par an et la demande est en progression de 5 % par an. Les urgences correspondent donc à un besoin en développement. (...) Or, aujourd'hui, la Cour des Comptes et Hôpital 2012 estime qu'il faut réduire le poids excessif des soins de proximité sur les CHU vers qui viennent d'être transférés les soins chirurgicaux de Montgelas ! C'est donc un combat qu'il faut poursuivre (...). D'autant que nous avons un bloc opératoire tout neuf que nous allons payer jusqu'à 2032. Ce combat, (...) je veux le mener avec René, dans cette campagne. Je m'y engage (...).

DANIEL ROYER

Président du CITOYEN

En qualité de président du Citoyen, j'attendais avec impatience cette première réunion de campagne. C'est le Citoyen qui a, au cours du repas républicain de septembre 2005, présenté la candidature de René Balme pour ces législatives. L'argument le plus fort de la campagne sera et devra être celui-là, René Balme est le seul candidat aujourd'hui qui a appelé à voter Non au référendum sur la Constitution européenne. Par ailleurs, combien de

maires ont pris, dans leur commune, un arrêté anti-expulsion locative ? Dans le département du Rhône, il y en a deux : René Balme et André Gerin. C'est significatif. Je veux mettre aussi en avant son combat contre les OGM, son travail d'explication et ses prises de position sur l'AGCS. Ceux-là ajoutés aux autres combats qui ont été cités par les autres intervenants sont des exemples qui démontrent que René est un grand et un vrai rassembleur. Le respect des autres et placer l'être humain au centre de toutes les préoccupations sont deux objectifs que nous partageons. Notre adversaire est la droite réactionnaire, représentée par Fenech. Nous savons qu'il va y avoir du travail pour envoyer à l'Assemblée nationale un élu tel que René, qui défend les idées antilibérales qui sont les nôtres.

FRANCA MAÏ

Romancière

René nous a fait visiter sa ville, René aime sa ville et a su nous faire partager son amour de sa ville. J'ai été très heureuse de visiter une ville d'irréductibles, où il y avait une vraie résistance. Ce qui m'a plu dans cette ville, tout d'abord, c'est qu'il n'y avait pas de parc-mètres, pas d'affiches publicitaires. D'un seul coup, on a l'impression d'être dans le passé, on commence à regarder les arbres, on commence à regarder l'eau, on commence à revivre. Et puis, au cours de la visite, on a vu aussi une petite maison, sur le trottoir, qui était destinée aux chats. C'était joli, c'était convivial. Et près des abris-bus, il y avait les bancs habituels, et aussi des chaises. On sentait que c'était une ville qui échange. Malgré tout ce qu'on peut dire, tout ce qu'on peut entendre, il reste encore du temps et le pouvoir de changer les choses. Il faut y croire. On a décidé de rendre hommage à cette ville que nous aimons, sous forme de musique et d'un poème. La musique a été créée par D2 et on a dédié ce poème et cette musique à Grigny. Et c'est pour tout ça qu'on est venu soutenir René.

DI2

Artiste

Trop souvent, on a entendu, moi j'ai entendu mes parents, dire « mais qu'est-ce qu'on peut y faire ? ». Moi, pendant très longtemps, je me suis dit « mais qu'est-ce qu'on peut faire pour changer ? ». Il n'y avait rien qui me plaisait vraiment. Et avec ce mouvement antilibéral, avec la candidature de René, le travail qu'il fait dans cette ville... vous, vous vivez dedans, peut-être que vous ne vous rendez pas compte, c'est très différent dans les autres villes, nous, on vit à Dreux, on ne va pas refaire le passé de Dreux : c'est une ville sale... Le fait de venir ici provoque un changement, on sent qu'il y a quelque chose. C'est pour cela qu'on soutient René, en tant qu'artistes aussi.

Adhésion

J'adhère à l'association et je verse 15 euros par an.
 Je m'abonne au mensuel **Le CITOYEN** pour un an et je verse 15 euros.
Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : _____
Adresse _____ Ville : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : **Le CITOYEN 18**, place Jean-Jaurès 69520 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association **Le CITOYEN**.

Le CITOYEN utilise et défend le logiciel libre.

Pour la réalisation de ce numéro, nous avons utilisé :
SCRIBUS
<http://www.scribus.net>
Open Office
<http://fr.openoffice.org>
The GIMP
<http://www.gimp-fr.org>

LE CITOYEN

Directeur de la publication :
Association Le Citoyen.
Rédacteur en chef : Jean-François Mazert
Comité de rédaction : le bureau de l'association **Le CITOYEN**
Photographies : Le Citoyen
Imprimerie : CICEROS

Contact : Le Citoyen 18, place Jean-Jaurès, Grigny 69520 - Tél : 06 77 83 08 73
Mél : infos@le-citoyen.org
Prix au N° : 1 euro
Abonnement : 11 N° : 10 euros
N° ISSN 1774-1041.
Dépôt légal à parution.
N° 23 - mars 2007.